

Exigeons de l'État une politique du logement et des moyens financiers à la hauteur de l'urgence !

■ **Dès les premiers froids, nous vivons l'inacceptable : en France, en 2008, des hommes meurent encore de l'ultime exclusion, celle du droit au logement. Alors que le mal-logement et la précarité gagnent partout du terrain, nous ne pouvons plus nous taire !** La crise que nous connaissons est sans précédent. Plus de 3,3 millions de personnes ne sont pas logées dignement. Le logement précaire, l'insalubrité et le surpeuplement sont devenus des réalités massives. Les expulsions se multiplient (plus de 100 000 en 2008), sur fond de stagnation des salaires et de baisse du pouvoir d'achat. Trouver un logement à un coût abordable est devenu une course d'obstacles ; s'y maintenir demande un effort financier toujours plus lourd pour les familles. 60% des Français craignent de se retrouver à la rue. Les classes moyennes ne sont plus épargnées.

■ **Face à cette situation, l'État ne joue pas son rôle de garant du droit au logement.** Bien au contraire :

✎ **Le désengagement financier de l'État prend des proportions inédites**, en totale contradiction avec la récente loi sur le « Droit au logement opposable ». En 2009, la part du budget consacrée au logement sera en baisse de 7%. Le logement social verra ses crédits amputés de 30%, alors que plus d'1,3 millions de familles sont aujourd'hui en attente d'un logement HLM. Les engagements pris en matière d'hébergement ne seront pas non plus tenus, malgré des structures saturées et un évident manque de moyens. Ainsi, la crise du logement n'empêche pas le gouvernement de faire délibérément le choix d'une réduction sans fin de son effort financier. Le détournement du « 1% logement » ne suffira pas à le dissimuler.

✎ **Avec la loi Boutin, c'est toute la politique publique du logement qui est mise à mal.** La logique est désormais la suivante : aux exclus les HLM, aux autres le secteur privé ou l'accès à la propriété ! Cette politique, en pleine crise financière, ne tient pas compte de la situation réelle des familles, qui seront encore un peu plus précarisées. Aucune mesure n'est prévue pour sécuriser les emprunts de longue durée ou agir sur l'augmentation des charges de copropriété. Rien n'est fait pour encadrer les loyers anormalement élevés du secteur privé, soumis à la seule loi du marché. Quant au logement social, il voit ses missions réduites à la gestion de la misère. Les locataires les moins pauvres sont culpabilisés et poussés vers la sortie, au mépris de toute exigence de mixité sociale. L'obligation pour les communes d'atteindre un seuil minimum de 20% de logements sociaux, qui était une incontestable avancée, est également remise en cause.

Il est temps de réagir ! Demandons à l'État, seul garant du droit au logement, de se donner enfin les moyens d'une politique publique digne de ce nom, permettant à toute personne d'accéder à un logement de qualité et de s'y maintenir !

NON À LA LOI BOUTIN !

Nous exigeons :

- **Une politique ambitieuse de production de logements sociaux**, appuyée sur des moyens financiers conséquents ;
- **Un programme de logements-relais et de place d'hébergement** pour faire face à l'urgence, avec un suivi social adapté ;
- **Le retour au « 1% logement »** et une utilisation des fonds récoltés conforme aux missions d'intérêt général définies par les partenaires sociaux.

**Manifestation nationale le samedi 13 décembre à 14h30
du Métro Duroc au Ministère du logement**

(AFOC - CGL -CLCV- CNL – CSF- CGT - CGT FO - CFTD - CFTC - CFE CGC)